

Commissions

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sarah Smeyers

➤ **VENDREDI 18 MARS 2011**

Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et le Code d'instruction criminelle, afin de conférer des droits à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté dont le droit de consulter et d'être assistée par un avocat - Transmis par le Sénat, n° 1279/1.

- Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt et Christian Brotcorne.
- Exposé introductif du ministre de la Justice.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander au président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat.
- La commission a également décidé d'organiser une audition.

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "les mesures de mise sous bracelet électronique de personnes internées au sein de l'établissement de défense sociale de Paifve" (n° 2785).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la fermeture de la prison de Verviers" (n° 3001).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le nouveau record concernant le nombre de détenus dans les prisons belges" (n° 3003).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la proposition de règlement relative à la compétence judiciaire, la reconnaissance et la mise en oeuvre de décisions" (n° 3041).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la mesure de la charge de travail auprès des cours et tribunaux" (n° 3058).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur “le transfèrement de détenus vers l'établissement pénitentiaire de Tilburg” (n° 3066).
- Question de Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur “la détention de détenus belges à Tilburg” (n° 3215).
- Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur “le transfèrement de détenus vers l'établissement pénitentiaire de Tilburg” (n° 3300).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “les avancées du Masterplan et la politique de transfert de détenus vers Tilburg” (n° 3401).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la libération par la chambre des mises en accusation de Bruxelles de Claude M., suspecté de meurtre” (n° 3118).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la libération d'un allochtone mineur intercepté à la suite d'une battue” (n° 3119).
- Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “la relaxe d'un jeune voleur par un juge d'instruction liégeois” (n° 3141).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la libération par la chambre des mises en accusation de Bruxelles de Younesse Z., suspecté de meurtre” (n° 3120).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “l'augmentation du nombre de mariages de complaisance” (n° 3143).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “les recommandations du Comité P concernant ViCLAS dans l'affaire Van Uytzel” (n° 3156).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “l'utilisation d'actes de naissance dans les procédures judiciaires” (n° 3042).

- Le secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la Ministre de l'Emploi, en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'étude 'Scheiden in Vlaanderen' et l'évaluation subséquente de la nouvelle législation sur le divorce" (n° 3121).

- Le secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la Ministre de l'Emploi, en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Échange de vues sur le rapport du groupe de travail chargé de la réforme de la législation des cultes et des organisations philosophiques non confessionnelles. (Continuation et clôture). (Rapporteurs : Mmes Gwendolyn Rutten et Valérie Déom).

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Nahima Lanjri, Marie-Christine Marghem, Stefaan Vercamer, Sarah Smeyers, Sabien Lahaye-Battheu, Valérie Déom, Catherine Fonck, Muriel Gerken) instaurant un statut de protection global des personnes majeures incapables, n° 1009/1.
- Proposition de loi (Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Zoé Genot, Eva Brems, Wouter De Vriendt) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 55/1.

(Rapporteurs: MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke).

Audition de :

- M. Ulrik Vandenplas, représentant de Ceneger (Fédération nationale des Greffiers des cours et tribunaux);
- M. Ernst van Soest, notaire, Mme Katrijn Boone et Mme Charlotte Aughuet, conseillers juridiques de la Fédération Royale du Notariat belge.

- Les exposés ont été suivis d'un échange de vues.

Prochaine réunion : mardi 29 mars 2011.

Relations extérieures et Défense nationale

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Présidents : MM. François-Xavier de Donnea et Filip De Man

➤ VENDREDI 18 MARS 2011

La situation en Libye :

- Exposés introductifs du Premier ministre, du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles et du ministre de la Défense
 - Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : M. Patrick Moriau, Mme Gwendolyn Rutten, MM. Daniel Bacquelaine, Dirk Van der Maelen, Mme Juliette Boulet, MM. Stefaan Vercamer, Christian Brotcorne, Peter Luykx, Mme Alexandra Colen, MM. Wouter De Vriendt, Theo Francken, Gerald Kindermans et Gerolf Annemans.
 - Une proposition de résolution a été adoptée en clôture du débat (Art. 76 Rgt). (Rapporteur : M. Bert Maertens).
 - Une première proposition a été déposée par M. Stefaan Vercamer et consorts.
 - Une seconde proposition a été déposée par M. Annemans et consorts.
 - Des amendements ont été déposés par M. Van der Maelen et Mme Temmerman, par M. Vercamer et consorts et par M. Annemans et consorts.
- La première proposition a été amendée et adoptée à l'unanimité.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ MARDI 22 MARS 2011

Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Muriel Gerkens, Maya Detiège, Colette Burgeon, Damien Thiéry) visant à reconnaître le syndrome de la fibromyalgie et à améliorer la prise en charge globale des patients qui en sont atteints, n°s 382/1 et 2.
- Proposition de résolution (Catherine Fonck, Annick Van Den Ende) en vue de la reconnaissance de la fibromyalgie comme maladie chronique, n° 94/1.
- Proposition de résolution (Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Rita De Bont, Annick Ponthier) relative au problème du syndrome de fatigue chronique, n° 479/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Franco Seminara).

- Par 5 voix contre 1 et 5 abstentions la commission a décidé de prendre la proposition de résolution n° 382/1 comme texte de base.
- Des amendements ont été déposés par M. Wollants et consorts, Mme Gerkens et consorts et Mmes Somers et De Bont.
- La discussion a été clôturée.
- Sur la demande de Mme Rita De Bont sa proposition de résolution a été disjointe.
- Les amendements n°s 9 à 12 ont été adoptés.
- Une deuxième lecture a été demandée (art. 83, Rgt).

Ordre des travaux.

- La commission a décidé à l'unanimité d'organiser des auditions.

Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Muriel Gerkens, Eva Brems) en vue de renforcer l'efficacité du Plan National Nutrition Santé 2011-2015, n° 688/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- Exposé introductif de l'auteur principal.

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'ouverture d'un centre pour demandeurs d'asile à Casteau" (n° 2806).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Annick Van Den Ende au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la carte médicale" (n° 2878).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le flux migratoire prévu en provenance d'Afrique du Nord" (n° 3111)

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le droit des citoyens européens à l'aide sociale" (n° 3185).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'enquête relative aux moyens de subsistance en cas de versement d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière" (n° 3248).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Etat des lieux du plan "cancer".

- Rapporteur : Mme Catherine Fonck.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- Echange de vues.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les répercussions des affections ostéo-musculaires sur le marché du travail belge" (n° 3332).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement de prestations dans le cadre du traitement du cancer" (n° 3337).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le renouvellement de la délivrance des contraceptifs par les pharmaciens sans prescription médicale" (n° 3391).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le fonctionnement de l'Ordre des médecins" (n° 3392).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'usage des gouttes et sprays nasaux vasoconstricteurs" (n° 3393).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'ouverture d'un centre pour demandeurs d'asile à Casteau" (n° 2806).

Questions jointes :

- Question de Mme Katrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le vaccin antipoliomyélitique" (n° 3455).
- Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le vaccin antipoliomyélitique" (n° 3547).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la collecte de données sur l'hypersensibilité aux rayonnements électromagnétiques" (n° 3456).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'avis du KCE sur les systèmes de remboursement" (n° 3466).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les fumoirs" (n° 3511).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un nouveau type de tuberculose en progression" (n° 3512).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les effets longue durée des antibiotiques" (n° 3528).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine réunion : mardi 29 mars 2011.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Proposition de loi (Julie Fernandez Fernandez, Christiane Vienne, Franco Seminara) modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en ce qui concerne la protection contre le licenciement en cas de conversion du congé de maternité en congé de paternité, n° 363/1.

- Rapporteur : Mme Nahima Lanjri.
- Exposé de Mme Julie Fernandez Fernandez.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Miranda Van Eetvelde, Valérie De Bue, Catherine Fonck, Nahima Lanjri, Zoé Genot, Christiane Vienne, Maggie De Block, Meryame Kitir et M. Yvan Mayeur.
- Les articles et l'ensemble de la proposition de loi ont été adoptés, sans modification, à l'unanimité.

Proposition de loi (Nahima Lanjri, Sonja Becq, Stefaan Vercamer) modifiant la législation en ce qui concerne la protection du congé de paternité, n° 632/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Exposé de Mme Nahima Lanjri.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Christiane Vienne, Nahima Lanjri Lanjri, Myriam Van Eetvelde, Catherine Fonck, Nadia Sminate, Maggie De Block, Meryame Kitir et MM. David Clarinval et Yvan Mayeur.
- Des amendements (n°s 1 et 2) ont été déposés par Mme Sminate et consorts.
- Ces amendements ont été rejetés par 6 voix contre 4 et 4 abstentions.
- Des amendements (n°s 3 et 4) ont été déposés par Mme Fonck et consorts.
- Ces amendements ont été adoptés à l'unanimité.
- Les articles et l'ensemble de la proposition de loi, tels que modifiés, ont été adoptés à l'unanimité.

Proposition de loi (Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri, Sonja Becq, Nathalie Muylle, Catherine Fonck, Karolien Grosemans, Christiane Vienne) modifiant la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en ce qui concerne les différentes qualités de "personne à charge", n° 1119/1.

- Rapporteur : Mme Maggie De Block.
- Exposé de M. Stefaan Vercamer.
- La discussion a été entamée. Sont intervenus : Mmes Maggie De Block, Karolien Grosemans, Zoé Genot, Valérie De Bue, Catherine Fonck, Christiane Vienne, Myriam Vanlerberghe et MM. David Clarinval et Yvan Mayeur.

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le modèle de titre de légitimation selon le Code de droit pénal social" (n° 2582).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la lutte contre la fraude sociale en 2010" (n° 3217).

- Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'évaluation de la lutte contre la fraude sociale en 2010" (n° 3268).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "le cumul entre la pension de survie et le revenu professionnel" (n° 2317).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA)" (n° 2392).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "une enquête rétroactive sur la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA)" (n° 2512).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Miranda Van Eetvelde au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les chiffres clés concernant les pensions en 2010" (n° 2662).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la discrimination dont sont victimes les anciens employés coloniaux" (n° 2920).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Catherine Fonck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la poursuite d’une activité professionnelle par des travailleurs d’une intercommunale interhospitalière mis en disponibilité préalable à la mise à la retraite à partir de 52 ans dans le cadre d’un plan d’assainissement pour raisons économiques” (n° 3116).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’utilisation de ressources provenant de la gestion globale de la sécurité sociale au profit des frais de fonctionnement du système de pension complémentaire de l’ONP” (n° 3216).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’application du bonus-pension pour les travailleurs après 2012” (n° 3247).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la délivrance automatique ou non de l’attestation aux bénéficiaires de la GRAPA” (n° 3279).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’Europe et le débat sur les pensions” (n° 3288).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la portée du sommet européen sur les pensions des Belges” (n° 3367).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’indemnité de placement familial dans le cadre de l’enquête sur les revenus en vue de l’octroi de la GRAPA” (n° 3554).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 29 mars 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Ann Vanheste, Karine Lalieux, Philippe Blanchart, Olivier Henry, Linda Musin, Anthony Dufrane) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, en vue de rétablir le système de bonus-malus obligatoire et généralisé, n°s 523/1 à 3.
- Proposition de loi (Peter Luykx, Peter Dedecker, Karel Uyttersprot, Flor Van Noppen) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne la vignette automobile, n° 1070/1.
- Proposition de loi (Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Barbara Pas) modifiant la législation relative à l'assurance automobile pour les jeunes conducteurs, n° 1075/1.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Ann Vanheste, Anthony Dufrane) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de clarifier les critères de segmentation, n°s 785/1 et 2.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Philippe Blanchart, Olivier Henry, Anthony Dufrane) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en supprimant la possibilité de résiliation après sinistre par l'assureur, n°s 230/1 et 2.
- Proposition de loi (Joseph George) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, n° 273/1.
- Proposition de loi (Liesbeth Van der Auwera, Sonja Becq, Nathalie Muylle, Raf Terwingen, Jef Van den Bergh, Leen Dierick) modifiant la législation en vue d'instaurer une assurance automobile d'un prix accessible pour les jeunes, n° 1107/1.
- Proposition de loi (Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont, Barbara Pas) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne l'introduction d'une vignette automobile, n° 672/1.
- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Valérie De Bue, Kattrin Jadin, Denis Ducarme) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, en vue d'instaurer l'obligation d'apposer une vignette de manière apparente sur les véhicules assurés, n° 1246/1.

Auditions de:

- Mme Cathérine Van Haute (Fonds commun de Garantie Automobile);
- M. Karel Van Hulle (Commission européenne DG - Marché intérieur et Services).

- Les exposés ont été suivis d'un échange de vues.

Prochaine réunion : mardi 29 mars 2011.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Suivi des recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale : audition du Prof. Dr. émérite Frans Vanistendael (KU Leuven), ex-membre de la Commission royale d'harmonisation et de simplification de la fiscalité.

- Après un exposé introductif, Prof. Dr. émérite Frans Vanistendael a répondu aux questions de M. Jan Jambon, Mme Veerle Wouters, MM. Hagen Goyvaerts, Dirk Van der Maelen et Guy Coëme.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Philippe Goffin, Damien Thiéry, Marie-Christine Marghem) portant création d'un Comité de contrôle des services spécifiquement en charge de la lutte contre la fraude fiscale, sociale ou économique, ainsi que des services de lutte contre le blanchiment d'argent (Comité F), n°s 442/1 et 2.
- Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Alain Mathot, Bruno Tobback, Peter Vanvelthoven) instaurant la règle una via dans les affaires pénales fiscales et instituant un auditorat fiscal et un comité F, n° 630/1.
- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Hendrik Bogaert) organique du contrôle du Service public fédéral Finances, n° 939/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Georges Gilkinet).

Ordre des travaux.

Proposition de loi (Alain Mathot, Dirk Van der Maelen, Christiane Vienne, Olivier Henry, Guy Coëme) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la disposition anti-abus, n°s 1111/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Veerle Wouters).

- Ordre des travaux.

- M. Servais Verherstraeten a développé la proposition de loi n° 939/1.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Proposition de loi (Georges Gilkinet, Kristof Calvo, Catherine Fonck, Philippe Goffin, Dirk Van der Maelen) modifiant l'article 145/24 du Code des impôts sur les revenus 1992, n°s 683/1 à 4. (Continuation). (Rapporteur : M. Damien Thiéry).

- La discussion a été poursuivie.

- La commission a décidé d'organiser une audition.

Proposition de loi (David Clarinval, Damien Thiéry, Philippe Goffin, Josy Arens) relative au taux réduit de TVA pour la démolition et la reconstruction des bâtiments d'habitation, n°s 731/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Georges Gilkinet).

- La discussion a été poursuivie.

- La commission a décidé d'organiser une audition.

Propositions jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Zoé Genot) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, n° 491/1.
- Proposition de résolution (Christian Brotcorne, Catherine Fonck, Annick Van Den Ende) demandant une amélioration du fonctionnement du Service des créances alimentaires (SECAL), n°s 215/1 et 2.

- Rapporteur : M. Steven Vandeput.
- La discussion générale a été entamée.

Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'adaptation tardive des cotations de risque de l'Office national du Ducroire" (n° 3031).
- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les questions de la Commission européenne concernant l'aide de l'État à l'Office national du Ducroire" (n° 3056).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un rapport de la CBFA relatif au déroulement des offres publiques d'obligations 'corporate'" (n° 3049).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3085).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le remboursement anticipé éventuel de l'emprunt contracté par KBC auprès des autorités fédérales" (n° 3124).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la circulaire n° Ci.RH.421/607.890 (AAF 64/210)" (n° 3188).
- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le fonctionnement du Service des Décisions Anticipées et notamment l'adaptation du texte d'une circulaire afin de déterminer la légitimité de rulings établis précédemment" (n° 3550).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’incidence de l’arrêt rendu par la Cour européenne de Justice sur les assurances-vie” (n° 3243).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le nombre croissant de contribuables qui ne remplissent plus de déclaration” (n° 3250).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la part de l’État dans Ethias Finance” (n° 3323).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’intervention du Fonds spécial de protection auprès d’un assureur” (n° 3488).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la sous-assurance des centrales nucléaires” (n° 3509).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’avantage royal accordé au FC Standard de Liège et au Basketclub Oostende par la Loterie Nationale” (n° 3545).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les déductions fiscales forfaitaires applicables aux accueillantes autonomes d’enfants” (n° 3563).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les nouvelles recettes annoncées ou étudiées dans le cadre du budget 2011” (n° 3572).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mardi 29 mars 2011.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : Mme Jacqueline Galant

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Discussion des demandes de naturalisation reprises sur la liste "CAS".

Divers.

Prochaine réunion : mardi 29 mars 2011.

Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'interdiction de la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs d'entreprises cotées en bourse, n° 619/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie Déom)
- Proposition de loi (Bruno Tuybens) instaurant un impôt sur la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs, parmi lesquels les administrateurs non exécutifs, d'entreprises cotées en bourse, n° 620/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Zuhail Demir)

Audition de :

- M. Luc De Bruyckere, président VOKA;
 - M. Eric De Keuleneer, Solvay Brussels School of Economics and Management.
- Après leurs exposés, les orateurs ont répondu aux questions des membres.

Prochaine réunion : mardi 29 mars 2011.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Echange de vues avec le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur la politique de régularisation.

- Rapporteur : Mme Leen Dierick.
- Ont pris la parole: Mmes Sarah Smeyers, Jacqueline Galant, Nahima Lanjri et MM. Rachid Madrane, Eric Jadot, Bart Somers, Filip De Man.

Question de M. Denis Ducarme au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la répartition des regroupements familiaux" (n° 2748).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Filip De Man à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3081).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le flux attendu de demandeurs d'asile en provenance du Moyen-Orient" (n° 3132).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Denis Ducarme au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la publication de chiffres incomplets en matière de regroupement familial" (n° 3135).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le contrôle des migrations des citoyens de l'UE et l'accès de l'Office des Étrangers à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale" (n° 3193).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'action de contrôle organisée par la police des chemins de fer" (n° 3352).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la brochure 'L'asile en Belgique' du CGRA et de Fedasil" (n° 3404).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la gestion des flux migratoires par le CGRA" (n° 3478).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Question de M. Peter Dedecker à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la pénurie de personnel dans le secteur des TIC" (n° 3027).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. David Clarinval à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'article 47 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État" (n° 3061).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3091).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'enquête sur la base des réformes menée auprès des fonctionnaires" (n° 3146).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'emploi des migrants dans les services publics fédéraux" (n° 3257).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "l'équipement des agents fédéraux du SPF Intérieur" (n° 3220).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "des navires à propulsion nucléaire présents dans les ports belges" (n° 3274).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "l'indemnité d'éloignement pour les membres du personnel des services de police en mission internationale" (n° 3293).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Éric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du nombre d'acteurs qui sont impliqués dans les questions de sécurité" (n° 3298).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Éric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la consultation par les services de police d'études commanditées par le SPF Intérieur" (n° 3299).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le manque de captation du réseau ASTRID sur la commune de Viroinval" (n° 3308).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le suivi du rapport du Comité P relatif à la situation dans la zone de police de l'Entre-Sambre-et-Meuse" (n° 3309).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le pourvoi à la fonction d'inspecteur général au sein de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale" (n° 3310).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "le plan d'évacuation à la côte belge en cas d'accident nucléaire dans le Nord de la France" (n° 3314).

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "les contacts avec les autorités françaises concernant la sécurité autour de la centrale de Chooz et la réalisation d'un stress test à la centrale de Chooz" (n° 3514).

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "un stress test pour l'Institut des Radioéléments à Fleurus" (n° 3515).

- Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "les critères appliqués pour le stress-test européen" (n° 3548).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "une conférence controversée organisée à la VUB par la plate-forme des Students against Israeli Apartheid" (n° 3346).

- Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la conférence anti-israélienne à la VUB" (n° 3364).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur "l'action de contrôle organisée par la police des chemins de fer sur la ligne 25 Anvers-Bruxelles" (n° 3399).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les incidents survenus lors du match de football Charleroi-Standard de Liège" (n° 3405).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "la profession de pompier en tant qu'éventuelle profession à risque" (n° 3418).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "l'avenir de la piste détrempeée située à Kampenhout" (n° 3419).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le droit de vote des ressortissants étrangers" (n° 3420).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "la révision de la norme KUL" (n° 3424).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "les fourgons d'incendie de la commune de Bullange" (n° 3441).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique lors des prochaines élections communales" (n° 3493).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme et le coût des services de secours" (n° 3494).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Anthony Dufrane à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des services de secours à la problématique des nouveaux animaux de compagnie (NAC)" (n° 3498).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le non-renouvellement de l'engagement de plusieurs pompiers volontaires à Couvin" (n° 3523).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Annick Van Den Ende à la ministre de l'Intérieur sur "la centrale nucléaire française de Cattenom" (n° 3556).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 30 mars 2011.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Présidente : Mme Maggie De Block

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de télécommunications, n°s 1247/1 et 2. (Vote sur l'ensemble). (Rapporteur : Mme Valérie De Bue).

- Des corrections d'ordre légistique et linguistique ont été apportées.
- Le projet de loi, tel que corrigé, a été adopté par 14 voix contre 1 abstention.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, David Clarinval, Catherine Fonck, Rachid Madrane, Carina Van Cauter) modifiant la loi du 13 mars 2011 portant des dispositions diverses concernant la Mobilité, en vue de prolonger les pouvoirs accordés au Roi, n° 1302/1.

- Rapporteur : Mme Karin Temmerman.
- Exposé introductif de M. Jef Van den Bergh.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : MM. Tanguy Veys, Bert Wollants, Jef Van den Bergh et Mme Maggie De Block.
- Les deux articles ont été adoptés.
- La proposition de loi a été adoptée par 10 voix contre 1 et 6 abstentions.

Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'apprentissage obligatoire depuis le 1er janvier en France pour les utilisateurs de 2 roues de 50 à 125 cm³ et de scooters à 3 roues" (n° 1960).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le nombre d'excès de vitesse et le nombre de contrôles" (n° 2775).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Maggie De Block au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les problèmes rencontrés lors de la demande et de la livraison des plaques d'immatriculation européennes" (n° 2871).

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'arriéré de la DIV dans la délivrance et la radiation des plaques d'immatriculation" (n° 2967).

- Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le rapport d'évaluation concernant l'accessibilité et le rythme de travail auprès de la DIV" (n° 3057).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la participation de la Belgique au programme Euro NCAP" (n° 2947).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la vignette autoroutière" (n° 2986).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la formation au permis de conduire C et D" (n° 3022).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la redevance kilométrique" (n° 3023).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les bandes de bus" (n° 3029).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'immatriculation des véhicules" (n° 3048).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3086).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les déversements illégaux, la surveillance aérienne et la stratégie de communication du secrétaire d'État à ce sujet" (n° 3097).
 - Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la répression des déversements illégaux en mer du Nord" (n° 3194).
- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la loi instaurant le cadre d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 3130).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le problème des véhicules historiques" (n° 3154).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la vente libre des lasers" (n° 3161).
 - Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'aveuglement des pilotes au moyen d'un pointeur laser" (n° 3198).
 - Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la vente libre des lasers" (n° 3221).
- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le contrôle de la restitution du permis de conduire pour cause d'inaptitude médicale" (n° 3195).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le terminal low-cost à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 3196).
 - Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le low cost à Zaventem" (n° 3282).
- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'adoption d'une directive européenne pour une approche transfrontalière de la lutte contre les excès de vitesse" (n° 3269).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Prochaine réunion : vendredi 25 mars 2011.

Questions européennes, Affaires sociales, Finances et Budget

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S), Yvan Mayeur et Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat)

Exposé du premier ministre :

- sur les résultats du Conseil européen des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Eurozone du vendredi 11 mars 2011 ;
- sur l'ordre du jour du Conseil européen des Chefs d'Etat et de gouvernement des jeudi 24 et vendredi 25 mars 2011 à Bruxelles.

Echange de vues.

- Après un exposé introductif, le premier ministre a répondu aux questions de MM. Yvan Mayeur, Stefaan Vercaemer, Georges Gilkinet, Bruno Tobback, Mme Muriel Gerkens, MM. Jacky Morael (S), Frank Vandembroucke (S), Mme Christiane Vienne, M. Jan Jambon, Mme Marie Arena (S), MM. Philippe Mahoux (S), Herman De Croo, Frank Boogaerts (S) et Richard Miller (S).

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre de la Coopération au développement sur "l'exploitation pétrolière dans le parc de la Virunga" (n° 2016).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur "la politique belge à l'égard des fonds vautours" (n° 2018).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Question de M. Peter Luykx au ministre de la Coopération au développement sur "la révision de la circulaire du 1er juillet 2010" (n° 2121).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Coopération au développement sur "le Fonds belge pour la sécurité alimentaire" (n° 2364).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Els Demol au secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, sur "le nouveau Programme indicatif de coopération (PIC) avec le Rwanda" (n° 2865).
 - Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le nouveau programme de coopération indicatif avec le Rwanda" (n° 2874).
 - Question de M. Philippe Blanchart au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la situation politique au Rwanda" (n° 3318).
- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la nouvelle loi sur les médias au Vietnam" (n° 3204).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la création d'un fonds pour aider les victimes de viols en RDC" (n° 3451).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Proposition de loi (Patrick Moriau, Herman De Croo, Muriel Gerkens) concernant la mise en application de la loi du 19 janvier 2010, abrogeant la loi du 9 février 1999 portant création du Fonds belge de survie et créant un Fonds belge pour la Sécurité alimentaire, n° 1215/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus: M. Patrick Moriau, Mme Muriel Gerkens et MM. Dirk Van der Maelen et Peter Luykx.
- Des amendements ont été déposés par M. Moriau et consorts.
- La proposition, telle qu'amendée, a été adoptée à l'unanimité.

Proposition de loi (Patrick Moriau) modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 portant création des fonds budgétaires, n° 79/1.

- La proposition de loi a été adoptée à l'unanimité, sans rapport.

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Evolutions et perspectives en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Audition de :

- Marc OTTE (SPF Affaires étrangères - ancien représentant spécial de l'UE pour le Processus de paix au Moyen-Orient);
- Majed BAMYA (Délégation générale palestinienne);
- Lucas CATHERINE (auteur);
- Jef LAMBRECHT (journaliste);
- Sami ZEMNI (Université de Gand) ;
- Edward Mic MILLAN-SCOTT (Vice-président Parlement européen).

- Rapporteurs : Mmes Juliette Boulet et Els Demol.

- Sont intervenus: Mmes Juliette Boulet, Ingeborg De Meulemeester, Christiane Vienne, M. Dirk Van der Maelen, Mmes Eva Brems, Els Demol et M. François-Xavier de Donnea.

Prochaine réunion : vendredi 25 mars 2011.

Climat et Développement durable

COMMISSION SPÉCIALE 'CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE'

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Vision stratégique fédérale à long terme de développement durable.

Rôle éventuel du parlement.

- Discussion de la note de Mme Sophie Sokolowski - Présidente a.i. SPP Développement durable;

Questions européennes

COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 22 MARS 2011**

Proposition de recommandation (Herman De Croo) concernant le contrôle parlementaire de l'Office européen de Police (Europol).

Continuation de l'examen du rapport sur le "Contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen en association avec les parlements nationaux", DOC 53 1255/001.

- La proposition de recommandation a été adoptée à l'unanimité.

”Équilibre linguistique à l’armée”

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L’EXAMEN DE L’ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L’ARMÉE

Président : M. Bert Maertens

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Audition de :

- Général Charles-Henri Delcour, Chef de la Défense
- Général e.r. August Van Daele, ancien Chef de la Défense;
- Amiral e.r. Willy Herteleer, ancien Chef de la Défense.

(Rapporteurs: MM. Gerald Kindermans et Patrick Moriau).

- Les invités ont donné un exposé introductif et ont répondu aux questions de MM. De Vriendt, Thiéry, Bastin, Kindermans, Maertens et Mme Ponthier.

Prochaine réunion : mercredi 30 mars 2011.

Suivi des missions à l’étranger (Sénat)

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DU SUIVI DES MISSIONS À L’ÉTRANGER
DU SÉNAT

Présidents : M. Francis Delpérée (S)

➤ **MERCREDI 23 MARS 2011**

Aperçu des opérations militaires en Libye.

- Le ministre de la Défense et le lieutenant-général Van Caelenberge ont donné un exposé introductif sur la situation militaire en Libye et ont ensuite répondu aux questions de MM. François Bellot (S), Wouter De Vriendt, David Geerts, Philippe Blanchart, Theo Francken, Gerald Kindermans, Patrick Dewael, Karl Vanlouwe (S), Herman Van Rompuy (S), Hassan Boussetta (S) et Peter Luykx et Mme Karolien Grosemans.